

## Marcher sur le Capitole?

Depuis le jeudi 8 janvier les analystes politiques s'interrogent : comment les partisans de Donald Trump ont-ils pu décider de « marcher sur le Capitole » ?

Simple manifestation de frustration et de colère ou tentative de coup d'Etat ?

Pour intéressant qu'il soit, cet événement n'entre naturellement pas dans le champ de réflexion des Cahiers d'Yveline. Mais ...

Mais c'est l'occasion de rappeler l'enterrement de Félix Faure : vous allez comprendre pourquoi !

Fondée le 18 mai 1882 par Paul Déroulède, la Ligue des patriotes est un des mouvements pionniers du nationalisme français.

La devise de la Ligue : "Car, malgré tout, il faut quand même résister..." Mobilisant ses partisans avec le traumatisme de la défaite de 1870-1871 et la perte de l'Alsace et de la Lorraine, Déroulède veut entreprendre « une vaste opération de sauvetage afin d'extirper les racines de la défaite et de la décadence. »

À partir de juin 1887, la Ligue pense avoir trouvé dans le général Boulanger l'homme fort qui sera capable de redresser la France et de lui donner une revanche contre l'Allemagne. Les mouvements monarchistes l'appuient, persuadés que, s'il prend le pouvoir, il mettra fin au régime républicain. Les républicains radicaux l'appuient, dans l'espoir d'une révision des institutions « pour aboutir à une république définitive et incontestée ».

Cette union de partis aux attentes diamétralement opposées, rendue possible par un programme suffisamment ambigu, permet au général Boulanger d'emporter les élections de janvier 1889.

Le 27 janvier, au lendemain de sa victoire électorale à Paris, la Ligue des Patriotes tente de le convaincre de marcher sur le Parlement, et de s'emparer du pouvoir en profitant du soutien populaire dont il vient d'avoir la confirmation.

Mais le général, au grand désespoir de ses partisans, s'y refuse finalement.

L'occasion est passée, elle ne se reproduira pas . Et quand le général Boulanger se suicide le 30 septembre 1891 sur la tombe de sa maîtresse, le boulangisme s'est déjà complètement effondré.



Un rapport entre cette occasion ratée de coup d'état et le Pays d'Yveline ?

Aucun ... si ce n'est que la principale source de financement du général Boulanger, était **la Duchesse d'Uzès** de Dampierre personnalité bien connue dans la région, et membre particulièrement influent du mouvement royaliste.. Elle lui aurait donné plus de trois millions de francs, soit plus de douze millions d'euros pour sa campagne.

A la suite de ce coup d'état avorté, la Ligue des Patriotes qui a cherché à le provoquer est dissoute. Déroulède et ses amis poursuivent leur combat nationaliste, mais leur influence a considérablement baissé.

C'est l'affaire Dreyfus qui permet à la Ligue de se reformer quelques années plus tard, en redynamisant ses anciens partisans et en retrouvant un électorat populaire important. Imaginer que

Dreyfus puisse être innocent, c'est affaiblir le prestige de l'armée française, et, naturellement, les nationalistes ne peuvent l'accepter. Ils sont rejoints dans leur combat contre toute révision de son procès par des mouvements antisémites, et ils sont assurés du soutien de l'armée, même si « *la grande muette* » ne peut l'afficher trop publiquement. Rappelons que les militaires se sont vus retirer le droit de vote par Thiers en 1872.

En 1898 la Ligue est donc restructurée et elle mobilise ses partisans pour « l'abolition du régime parlementaire et la réorganisation de la république basée sur la séparation des pouvoirs et sur la restitution au peuple de toute la souveraineté nationale. » De nombreux députés nationalistes sont élus aux législatives de 1898 profitant d'un mouvement de « dégagisme » exacerbé par trop d'affaires dans lesquelles sont impliqués des parlementaires, comme l'affaire de Panama...

Le 16 février 1899 Félix Faure décède dans les bras de sa maitresse, dans le Salon Bleu de l'Elysée.

Durant toute la semaine les mouvements nationalistes s'activent : Félix Faure était favorable aux antidreyfusards. Jules Méline aussi, et les nationalistes soutiennent donc sa candidature. Mais c'est



Habert et Déroulède avec le général Roget

Emile Loubet - considéré comme Dreyfusard bien qu'il n'ait jamais pris parti - qui est élu le 18 février 1899. Des émeutes éclatent alors.

Le 23 février ont lieu les obsèques nationales de Félix Faure. Un grand cortège se forme pour le conduire au cimetière du Père Lachaise. Le général Roget est à la tête de la colonne qui accompagne le cortège.

Au retour, entre la place de la Nation et la caserne de Reuilly, il est arrêté par Paul Déroulède et son bras droit, le député **Marcel Habert** qui reconnaissent en lui un antidreyfusard convaincu, favorable à leurs idées.

Déroulède saisit la bride du général, tourne son cheval vers l'Assemblée, et l'exhorte à y conduire sa troupe en l'assurant que le peuple réuni pour l'enterrement le suivra et assurera la réussite de ce coup d'état improvisé.

Le général Roget refuse, sans doute lucide quant au peu de

chances de succès d'une telle tentative, et ramène sa troupe à la caserne. En dépit de cette marque de loyauté il sera éloigné de Paris et quittera l'armée. Les deux députés factieux sont arrêtés.

Jugés une première fois en cour d'assise, Déroulède et Habert, sont acquittés tous les deux le 31 mai 1899. Ce verdict accroit l'agitation.

Elle augmente encore en juin quand le jugement de Dreyfus est cassé, et le procès renvoyé devant la cour d'appel de Rennes pour être rejugé.

Après plusieurs manifestations, dont l'une au cours de laquelle le Président Loubet est molesté, le préfet Lépine, informé d'un nouveau projet de coup d'état, arrête 67 membres des courants nationalistes, monarchistes, et antisémites, dont à nouveau Déroulède et Habert, et 22 d'entre eux sont traduits devant la Haute Cour de Justice.

Seul le dirigeant du parti antisémite, Jules Guérin, résiste à son arrestation en se retranchant avec quelques fidèles dans les bureaux du Grand Occident de France, rue de Chabrol.

Le « *fort Chabrol* » résiste durant un mois d'une façon très médiatisée par le gouvernement qui y voit l'occasion de prouver la menace de la sédition qu'il dénonce.

Déroulède est finalement condamné à dix ans de bannissement (il sera amnistié en 1905) et Habert à cinq ans.



Pour la seconde fois, le Parlement a été protégé d'un coup d'état.

Un rapport entre cette seconde occasion ratée de coup d'état et le Pays d'Yveline ?

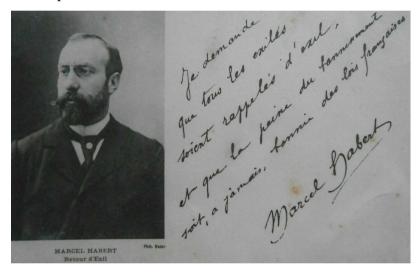
Aucun ... si ce n'est que Marcel Habert, bras droit de Paul Déroulède, est le député nationaliste ... de Rambouillet.

Originaire de Montfort-l'Amaury, Habert avait été élu pour un premier mandat en 1893. Grâce au maintien au second tour d'un républicain arrivé en troisième position, il l'avait emporté avec seulement 37% des votes exprimés.

En 1898 les Rambolitains l'avaient réélu dès le premier tour.

Déchu de son mandat le 5 mars 1900, à la suite de sa condamnation, il rentrera en France après son bannissement, se représentera aux élections de 1910 à Rambouillet, mais cette fois, battu, il quittera définitivement la région pour s'installer à Paris.

Il siégera à nouveau au Parlement, dont en 1919, dans la « *chambre bleu horizon* », après avoir combattu vaillamment durant la guerre. Toutefois, ce ne sera plus comme



membre de l'opposition d'extrême-droite, mais dans le groupe plus modéré de *l'Entente républicaine démocratique*, composante de la nouvelle majorité de droite.

Il semble que l'arrondissement de Rambouillet n'a pas tellement cherché à garder le souvenir de son député ...

Christian Rouet